



Suivi de la situation humanitaire

Province du Tanganyika, République démocratique du Congo

Aperçu de la situation

Octobre-décembre 2020

Contexte

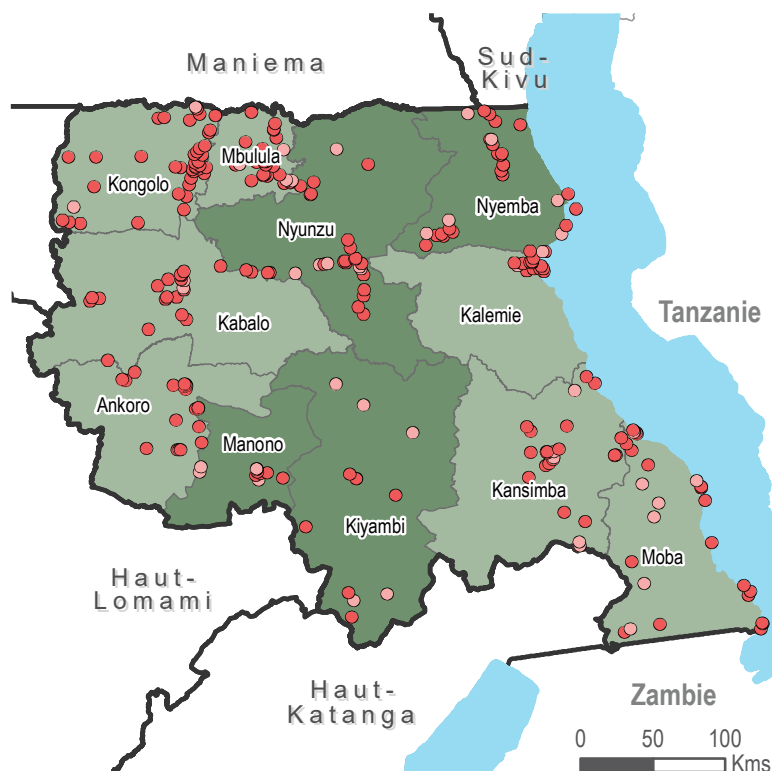
L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Méthodologie

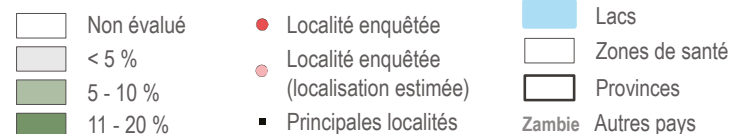
- La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de produire des informations actualisées sur les besoins humanitaires dans l'ensemble d'une province, y compris dans les zones difficiles d'accès. Les données sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens par téléphone¹ avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités.
- Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province.
- Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées (seuil de couverture d'une ZS)². Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où le seuil de couverture n'a pas été atteint.
- Il est cependant possible que les tendances observées soient dans certains cas tout de même liées au changement d'échantillon.

Couverture géographique

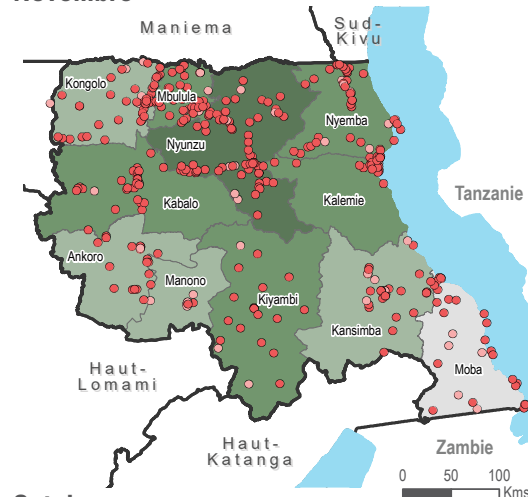
Décembre



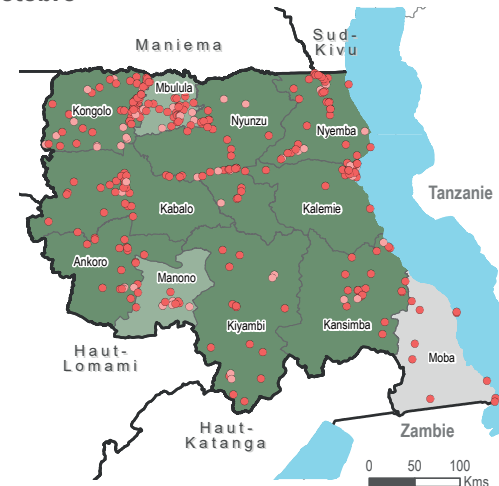
Couverture de l'évaluation:



Novembre



Octobre



Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.

Mois	Enquêtes ³	Localités évaluées	ZS avec ≥ 1 enquête	ZS couvertes ⁴ ≥ 5% /11
Octobre	616	314	11	10
Novembre	868	380	11	10



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Résultats clés



Déplacement et mouvement de population : la présence de PDI (quelle que soit la date de leur arrivée) au cours du mois précédent⁵ a été rapportée dans plus de la moitié des localités évaluées au Tanganyika durant toute la période couverte, et dans 66% des localités évaluées en décembre. **La présence de PDI a été rapportée dans toutes les ZS couvertes au cours du mois de décembre, indiquant une présence généralisée de personnes déplacées dans la province.** La ZS d'origine des dernières PDI arrivées la plus fréquemment citée par les IC était la ZS de Nyunzu, notamment en raison de violences par des groupes armés dans la localité de départ.



Sécurité alimentaire : en décembre, les IC ont rapporté que **l'accès à la nourriture était insuffisant⁶ pour la majorité de la population dans 84% des localités évaluées au Tanganyika**, une tendance légèrement à la baisse depuis octobre. Le **manque de moyens de subsistance** (semences, outils, filets, etc.), un facteur structurel, était la première raison citée pour expliquer le manque d'accès à la nourriture ainsi que la première barrière à l'agriculture. Les **stratégies d'adaptation** utilisées en cas d'accès insuffisant à la nourriture les plus fréquemment rapportées étaient la **diminution du nombre de repas** par jour (84% des localités enquêtées), suivie de la **cueillette de nourriture sauvage** (61%). D'autres réponses rapportées étaient **l'emprunt d'argent** (25%), la **dépense de l'épargne** (16%) et la **consommation de semences** (12%), sans changement notable depuis octobre. Ces trois dernières stratégies avaient ainsi le potentiel de perpétuer la situation problématique de la sécurité alimentaire de la province, étant donné que l'endettement, la dépense de l'épargne et la consommation de semences aggravent le manque de moyens de subsistance, principale raison citée du manque de nourriture dans la province.



Santé : l'accès à la santé dans la province du Tanganyika était caractérisé par un **relativement bon accès physique à des structures de santé⁷, mais limité par le manque de médicament (93% des localités évaluées) ainsi que le manque de moyens pour payer ces soins (88%)**, soulignant une fois de plus le facteur structurel de la pauvreté dans les limitations d'accès aux services de base. Là où était observée une **augmentation du nombre de décès** par rapport au mois précédent, le **paludisme** était rapporté comme **première cause**, également perçu comme étant le **principal problème de santé**. Néanmoins, la moustiquaire n'a été rapportée comme article ménager essentiel (AME) indisponible que dans 20% des localités enquêtées en décembre. Ceci pourrait indiquer un manque de moyens financiers pour l'achat des moustiquaires ou un manque de sensibilisation à l'usage de la moustiquaire comme mesure préventive.



Abris : la petite saison des pluies au Tanganyika (de septembre à décembre) aurait causé des dégâts au niveau des habitations des localités évaluées. Dans 25% des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que **des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent**. En décembre, les IC ont rapporté que **la raison principale était les intempéries**, une forte augmentation par rapport à octobre.



Eau, hygiène et assainissement : l'accès à de l'eau potable restait limité dans la province du Tanganyika, où **la population dans 44% des localités évaluées n'avait accès qu'à de l'eau de surface⁸. Seulement 24% des localités évaluées avaient accès à une source d'eau améliorée⁹**. L'accès physique à l'eau était également limité. Dans 41% des localités évaluées en septembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population mettait plus de 45 minutes à collecter de l'eau. De plus, le lavage des mains avec du savon restait rare au Tanganyika, un obstacle à la lutte contre les épidémies en RDC d'autant plus conséquent dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. En décembre, les IC ont rapporté que **la majorité de la population se lavait les mains avec de l'eau et du savon dans seulement 3% des localités évaluées**, contre 69% avec de l'eau seulement. Les IC ont indiqué que le savon était indisponible dans presque aucune des localités enquêtées ; la raison expliquant le manque de recours au savon pourrait donc plutôt être liée à un manque de sensibilisation et/ou de moyens financiers.



Education : **au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 68% des localités couvertes en décembre**, contre 48% pour les écoles secondaires, sans variation notable sur la période. Les raisons données par les IC expliquant l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche de la localité renvoient majoritairement à des **dommages causés par une catastrophe naturelle**, largement rapportés en décembre (47%, 44/93), concordant avec la saison des pluies et coïncidant avec les zones où des habitations ont été rapportées comme endommagées par les intempéries.



Protection : les violences intercommunautaires ont été rapportées comme source d'inquiétude pour toutes les catégories d'âge et de genre en décembre selon les IC dans 4% à 12% des localités enquêtées (selon les catégories). De plus, **la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée par les IC dans une portion importante de localités enquêtées : 58% en décembre** – principalement à Nyunzu, Moba et Mbulula –, une légère baisse depuis octobre (70%) mais une tendance tout de même visible dans toutes les ZS.

➔ Dynamiques de crises et mouvements de population

La province du Tanganyika est caractérisée par une situation humanitaire complexe en raison de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Les mesures gouvernementales prises en RDC en réponse à la COVID-19 depuis mars 2020 ont également affecté les besoins humanitaires de diverses manières depuis leur mise en œuvre¹⁰.

Carte des principales crises ayant mené à des déplacements entre octobre et décembre dans la province du Tanganyika :



Le contexte sécuritaire de la période couverte dans la province du Tanganyika est resté préoccupant, avec de nombreux déplacements de population et de retours souvent pendulaires¹¹. Dans la très grande majorité des localités évaluées dans la province (79%), les IC ont rapporté la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou de retournés au cours du mois de décembre, sans variation notable par rapport à novembre (81%) et octobre (85%). Ceci incluait tous les PDI et retournés, quelle que soit leur date d'arrivée. **La présence spécifique de PDI (quelle que soit la date de leur arrivée) a été rapportée dans la majorité (entre 63% et 69%) des localités évaluées** dans la province sur la période couverte. Les IC ont rapporté ceci majoritairement dans les **ZS de Manono, Ankoro, Kiyambi, et de Mbulula**¹², et dans plus de 50% des localités évaluées dans toutes les ZS durant le mois de décembre à l'exception de Kalemie, indiquant une **présence généralisée de PDI dans toutes les ZS de la province**, sans changement notable depuis octobre.

Principales zones d'origines des PDI

TOP 3 des ZS d'origine des PDI, par % d'IC enquêtés ayant rapporté des PDI et leurs origines (quelle que soit leur date d'arrivée), par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
1	Nyunzu 32% 59/187	Nyunzu 39% 82/212	Nyunzu 33% 52/159
2	Kabalo 15% 28/187	Nyemba 12% 26/212	Nyemba 14% 22/159
3	Nyemba 12% 23/187	Kabalo 9% 20/212	Moba 8% 13/159 Kiyambi 8% 13/159 Kabalo 8% 13/159

La ZS d'origine des derniers PDI arrivés la plus fréquemment citée par les IC dans toute la province du Tanganyika et durant toute la période couverte était la ZS de Nyunzu. En effet, depuis le mois de janvier 2020, ce territoire connaît une ré-intensification d'un conflit intercommunautaire datant de 2013¹³. En concordance avec le contexte sécuritaire, 94% (17/18) des IC ayant rapporté des PDI à Nyunzu ont cité Nyunzu comme principale zone d'origine de ces derniers au mois de décembre. La première raison donnée par les IC pour expliquer cette présence était les violences par des groupes armés dans la localité de départ.

La deuxième ZS d'origine des PDI la plus fréquemment citée par les IC en décembre était la ZS de Nyemba, avec une fréquence de citation similaire en novembre et en octobre. Nyemba était la ZS de provenance citée par 80% des IC (24/30) ayant rapporté une présence de PDI à Nyemba, les autres IC ayant cité Nyunzu. D'après les IC dans 54% (13/24) des localités à Nyemba, la raison expliquant la présence de PDI serait la violence par des groupes armés dans la localité de départ. Le territoire de Kalemie, dont fait partie la ZS de Nyemba, a connu le nombre le plus élevé d'incidents sécuritaires sur toute l'année 2020¹⁴.

Les ZS de Moba, Kiyambi et de Kabalo ont également été citées fréquemment par les IC comme ZS d'origine des PDI en décembre. Le conflit frontalier entre la RDC et la Zambie qui avait lieu à Moba et qui avait encore vu opposés les deux états en mars 2020¹⁵, ne paraissait plus être une source d'incidents sécuritaires durant cette période trimestrielle. En effet, le retrait des troupes en août 2020 marquait la fin des violences générées par ce conflit¹⁶. Cependant, la dégradation de la cohésion sociale liée à des tensions intercommunautaires serait de plus en plus marquée et aurait été à la source de déplacements en novembre et en décembre 2020¹⁷. D'après les IC dans 79% (15/19) des localités à Moba, la raison expliquant la présence de PDI serait la violence par des groupes armés dans la localité de départ. En décembre, des PDI provenant de la ZS de Moba étaient principalement rapportées par

les IC dans les ZS de Moba même (85%, 11/13 IC ayant rapporté la présence de PDI). Le développement de ces nouvelles tensions mériterait une attention particulière dans les mois à venir.

Principales zones de départ des PDI

Les conflits dans le triangle Maniema-Nord-Kivu-Tanganyika, la dégradation progressive de la cohésion sociale dans le territoire de Moba, ainsi que l'activité des groupes armés dans les territoires de Manono étaient à l'origine d'une grande partie des déplacements de population rapportés dans la province du Tanganyika¹⁸. Malgré la situation toujours préoccupante dans la province, le nombre total d'incidents sécuritaires au Tanganyika depuis janvier 2020 était tombé à son plus bas (31 incidents) en décembre. Le Cluster Protection notait l'impact des interventions humanitaires qui auraient permis d'atténuer progressivement les effets de ces incidents et auraient contribué à l'amélioration de l'environnement de protection¹⁹. Ceci pourrait expliquer que les IC aient rapporté qu'une partie de la population ait quitté la localité au cours du mois précédant la collecte des données dans 20% des localités évaluées en octobre, contre 11% en novembre et 4% en décembre. Dans la très grande majorité de ces localités, la principale raison du déplacement était les tensions communautaires dans la localité (100%, 11/11 des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait quitté la localité en décembre, sans changement notable depuis octobre), ce qui concorde avec le contexte sécuritaire de la province.

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait quitté la localité au cours du mois précédent, par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
1	Nyemba 36% (20/79)	Kalemie 21% (4/19)	Kalemie 27% (4/15)
2	Mbulula 33% (11/33)	Nyunzu 18% (17/54)	Kiyambi 13% (2/16)
3	Kongolo 33% (20/61)	Mbulula 17% (8/47)	Nyemba 9% (3/35)

Les ZS de départ concordaient avec les ZS d'origine des PDI indiquées plus haut, à l'exception de **Kalemie** qui était la ZS avec la plus grande proportion de localités où les IC ont rapporté des départs en décembre, principalement en raison de tensions communautaires. En novembre, des incursions par des milices dans plusieurs villages de la ZS de Kalemie ont poussé plus de 400 ménages vers des sites de déplacements sous la coordination de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à moins de 25 km de la ville de Kalemie²⁰. Des incidents similaires auraient pu générer des déplacements au mois de décembre également.

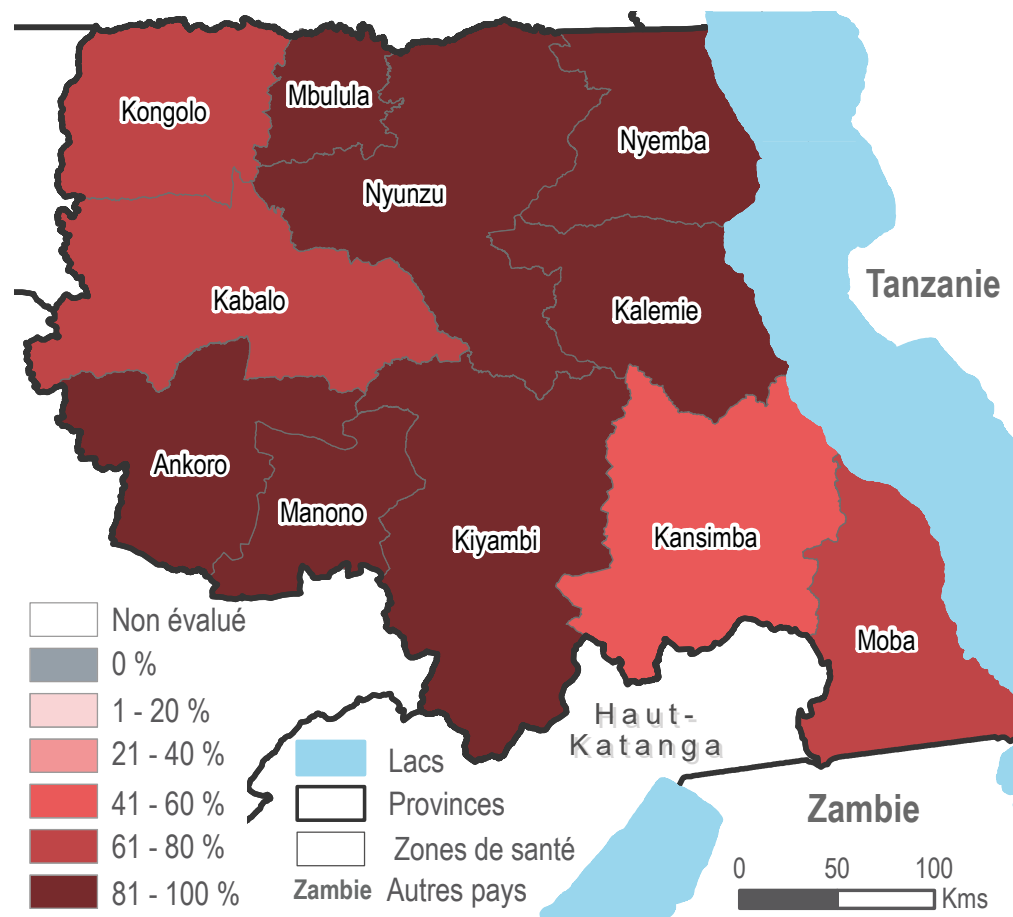
Des départs ont aussi été rapportés en décembre dans une partie des localités évaluées dans la ZS de **Nyemba**. L'émergence d'une nouvelle faction communautaire de milices, dont les risques sécuritaires étaient relevés depuis novembre par le Cluster Protection, aurait créé un déplacement préventif de 98 ménages le 22 décembre²¹. Cette nouvelle source de violences pourrait expliquer les départs rapportés à Nyemba.

Parmi les localités évaluées au Tanganyika en décembre où une partie de la population avait quitté la localité, les IC dans 100% (10/10) de ces localités avaient rapporté que **les raisons principales expliquant qu'une partie de la population étaient restée dans la localité étaient la peur de voyager ainsi que le manque de moyens financiers permettant de quitter la localité**, contre 84% (31/37) en novembre et 71% (42/59) en octobre. Ceci pourrait suggérer que les mouvements de population auraient pu être d'avantage importants si la population s'était sentie en capacité financière et en sécurité pour entreprendre un déplacement, et que rester semblait plutôt être un choix par défaut.

Dynamiques de retour

En décembre, la présence de retournés (quelle que soit la date de leur arrivée) a été rapportée par les IC dans 24% des localités évaluées au Tanganyika, sans changement notable depuis octobre.

Dans 79% des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté la présence de PDI et/ou de retournés au cours du mois précédent. - % par ZS :



Les raisons principales rapportées expliquant la présence de retournés étaient systématiquement les difficultés des conditions de vie dans la localité de départ (telles que des difficultés d'accès aux ressources ou le manque de sources de revenu) ainsi que la reprise des activités économiques dans la localité actuelle (agriculture, élevage, commerce, etc.). Ces deux raisons présentaient des tendances inverses au cours de la période couverte : la reprise de activités économiques a été rapportée par les IC dans 56% (59/105) des localités en octobre contre 26% (18/69) en décembre, une baisse significative. Ceci pourrait être expliqué par exemple par le calendrier agricole. En effet, le besoin de main d'œuvre se fait ressentir lors de la préparation des terres, de la mise en terre des semences et de la moisson. Les mois avant la récolte de janvier sont donc ceux où la demande de main d'œuvre

est plus basse. Les difficultés des conditions de vie ont été rapportées par les IC dans 26% (27/105) des localités évaluées en octobre contre 68% (47/69) des localités évaluées en décembre et pourraient également être expliquées par le calendrier agricole. De plus, ces tendances pourraient également suggérer une éventuelle dégradation des facteurs structurels tels que la pauvreté et la croissance économique.

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de retournés (quelle que soit la date de leur arrivée) au cours du mois précédent, par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
1	Kalemie 79% 19/24	Nyunzu 59% 41/69	Kalemie 63% 10/16
2	Nyemba 72% 31/43	Kalemie 57% 12/21	Nyunzu 55% 18/33
3	Nyunzu 40% 14/35	Nyemba 52% 25/48	Nyemba 34% 12/35

Bien que la méthodologie employée ne permette pas une comparaison mensuelle, les ZS de Kalemie, de Nyunzu et de Nyemba étaient systématiquement les trois ZS avec le plus haut taux de localités où les IC ont rapporté la présence de retournés (quelle que soit la date de leur arrivée) au cours de la période couverte. **Nyemba et Nyunzu figuraient également parmi les ZS d'origine des PDI les plus citées, suggérant ainsi des déplacements circulaires au sein de ces zones.** Quant à la ZS de Kalemie, en tenant compte de la proportion élevée de localités évaluées où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait quitté la localité au cours du mois précédent, il serait également possible que les mouvements de populations soient circulaires.

 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Contexte général de la sécurité alimentaire au Tanganyika

Durant la période couverte, la situation en matière de sécurité alimentaire était préoccupante dans la province du Tanganyika. L'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) sur l'insécurité alimentaire aiguë pour la période de juillet 2020 à juin 2021 classait 45% de la population au Tanganyika, soit 4 des 5 territoires (Kalemie, Nyunzu, Kabalo, Manono et Moba) en phase 4 (urgence) pour la période de juillet à décembre 2020, et le territoire de Kongolo en phase 3 (crise)²².

A noter que la structure économique de la province du Tanganyika repose fortement sur le secteur minier et sur le secteur agricole²³. Cependant, le cadastre et le code minier priment sur les terres à usage agricole et pastorale, créant ainsi des conflits fonciers et limitant le développement agricole de la région²⁴.

Accès à la nourriture et situation de la faim

Dans la grande majorité (84%) des localités évaluées dans la province du Tanganyika en décembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent, une proportion similaire à novembre (83%) mais légèrement inférieure à octobre (95%). Cette tendance était également perceptible dans les premiers besoins prioritaires, où la nourriture, réponse la plus fréquente, représentait une tendance similaire légèrement à la baisse (87% en décembre et en novembre, et 97% en octobre). Le taux de localités où les IC avaient rapporté que la faim était sévère et qu'il existait peu de stratégies pour y faire face étaient de 61% en décembre par rapport à 79% en octobre, indiquant donc **une insécurité alimentaire inquiétante malgré la tendance à la baisse**. La période d'octobre et de novembre représente le pic de la soudure²⁵,

généralement atténué par les récoltes vertes²⁶ des cultures vivrières de décembre²⁷. De plus, les mois de novembre et de décembre marquent la saison de la récolte des mangues et des champignons²⁸, qui pourrait avoir contribué à atténuer la période de soudure et expliquer ces tendances à la baisse.

A Kongolo, ces tendances étaient particulièrement visibles. La proportion de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent selon les IC passait ainsi de 95% (60/63) en octobre à 57% (25/44) en décembre tandis que celle où la faim était sévère passait de 62% (39/63) en octobre à 36% (16/44) en décembre. Les données récoltées ne permettent pas d'expliquer pourquoi ces variations étaient particulièrement importantes à Kongolo.

3 principales sources de nourriture au cours du mois précédent, en % de localité évaluées en décembre :

	Source	%	Tendance ZS
1	Agriculture/pêche/élevage de subsistance	54%	Kansimba (82%, 23/28), Manono (71%, 10/14), Kiyambi (69%, 11/16), Nyemba (69%, 24/35)
2	Petits travaux contre nourriture	32%	Kabalo (59%, 13/22), Moba (53%, 18/34), Nyunzu (45%, 15/33)
3	Achat auprès de marchés/petits commerces	2%	Kalemie (13%, 2/16), Kongolo (5%, 2/44), Nyunzu (3%, 1/33). Toutes autres ZS 0%

Les IC dans plus de la moitié des localités évaluées (54%) en décembre ont rapporté que l'agriculture/ la pêche/ l'élevage de subsistance étaient la première source de nourriture, une proportion qui pourrait augmenter avec les grandes récoltes de début d'année. Les petits travaux contre nourriture ont été rapportés dans près d'un tiers des localités. Ces ratios sont similaires au 3ème trimestre de l'année. **Les petits travaux contre de la nourriture pourraient être un mécanisme de réponse dans l'attente de ces récoltes, mais ils pourraient aussi être une source de nourriture pour des personnes n'ayant pas pu cultiver les terres pendant la période de semis** (par exemple, des PDI et des retournés ayant abandonné leur terre ; des populations n'ayant pas accès à la terre ; des personnes n'ayant pas les intrants nécessaires pour cultiver la terre). Seule une minorité d'IC ont rapporté que la principale source de nourriture était le marché. Bien qu'un marché était accessible²⁹ à la population dans 88% des localités évaluées en décembre, celui-ci se trouvait à plus de 2 heures de marche dans presque la moitié des localités évaluées (48%) (sans changement notable depuis octobre). Le temps nécessaire pour accéder aux marchés peut ainsi constituer une barrière à l'accès à la nourriture.

3 principales raisons citées pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent le cas échéant, en % de localités évaluées en décembre :

	Raison	%	Tendance ZS
1	Manque de moyens de subsistance (semences, outils aratoires, filets, etc.)	26%	Kalemie (43%, 9/21), Kiyambi (32%, 9/28), Nyemba (30%, 12/40)
2	NC	21%	N/A
3	Cultures détruites par des insectes/maladies/animaux	14%	Généralisée

Les raisons du manque d'accès à la nourriture semblaient être en premier lieu structurelles, et se traduisaient par un manque de moyens de subsistance, possiblement une répercussion des mesures de restriction contre la COVID-19. En général, la taille moyenne des surfaces cultivées par les ménages au Tanganyika sont inférieures à un hectare,

étant donné que le système agricole est principalement manuel. Cette raison limite l'accès à la nourriture à un niveau familial, puisque le manque de moyens de subsistance peut limiter le rendement des terres agricoles accessibles³⁰. De plus, les crises ont des conséquences plus importantes quand elles ont lieu dans un contexte de pauvreté structurelle généralisée. Au-delà de saisons de culture trop courtes, les IC ont également rapporté des cultures pillées (notamment à Nyunzu³¹), et des cultures détruites par des maladies ou des insectes (notamment à Ankoro³²). Ces raisons peuvent réduire la disponibilité de la nourriture avec un impact local et/ou régional.

Principales raisons citées pour expliquer l'augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre³³ :



En décembre, les IC ont rapporté que les prix des céréales avaient augmenté dans 55% des localités enquêtées par rapport au mois précédent, une légère baisse par rapport à novembre (60%) et octobre (72%). Selon FEWS Net, les prix du riz importé et des haricots a augmenté à Kalemie, tandis que le prix des autres céréales est resté stable ou a baissé au cours de cette période³⁴. Les arguments mis en avant pour expliquer une hausse du prix des céréales variaient entre les localités évaluées, la première raison renvoyant à la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain. Bien que citée en décembre dans 57% des localités évaluées, la dépréciation du franc congolais mentionnée par les IC faisait sans doute référence à la baisse drastique du cours de la devise survenue au second trimestre 2020, le taux de change n'ayant que très peu fluctué depuis juin³⁵. Cela a néanmoins eu pour conséquence une hausse des prix de certains produits de base sur les marchés, les effets étant en théorie plus visibles dans les zones reculées, où il y a généralement moins de liquidités en dollar. L'inflation, qui devrait diminuer en 2021, resterait plus élevée que 2019³⁶.

Le manque de disponibilité et le manque d'accès pourraient avoir comme conséquence un régime non-varié. Dans la majorité des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population consommait régulièrement des légumes et feuilles (99%), des céréales et tubercules (90%), des fruits (38%) et des légumineuses ou oléagineux (5%). Les IC ont rapporté dans un taux particulièrement élevé de localités que des fruits étaient consommés régulièrement (par rapport à 17% en octobre), ce qui pourrait être attribué à la saison des mangues de novembre et de décembre. Dans aucune localité les produits laitiers ont été rapportés comme étant consommés régulièrement. En effet, la production de gros ruminants au Tanganyika (et l'utilisation de ces animaux dans les activités agricoles) est limitée par la prévalence des glossines (aussi appelée la « mouche tsétsé ») et de la trypanosomiose ainsi transmise. Les activités d'élevage sont donc avant tout une source d'économies pour les dépenses occasionnelles. L'élevage n'est habituellement pas une source régulière de nourriture ou de revenus³⁷.

Activités de subsistance et barrières à l'agriculture

Les activités de subsistance principales rapportées par les IC pour la majorité de la population dans les localités évaluées en décembre étaient l'agriculture de subsistance (83%), le petit commerce (45%), et le travail journalier

(38%). **Au vu de la prévalence de l'agriculture comme première activité de subsistance et comme première source de nourriture dans la province telle que mentionnée plus haut, les barrières à l'agriculture ont le potentiel de fortement impacter la disponibilité de nourriture.**

3 principales barrières à l'agriculture au cours du mois précédent, en % de localité évaluées en décembre :

Barrière	%	Tendance ZS
1 Manque de moyens de subsistance (semences, outils, etc.)	91	Généralisée (entre 81 et 100% dans toutes les ZS)
2 Manque de main d'œuvre	31	Moba (53%, 18/34), Kalemie (44%, 7/16), Nyunzu (33%, 11/33). Entre 32 et 20% dans toutes les autres ZS.
3 Champs détruits par des insectes/pestes/maladies/ animaux	9	Ankoro (30%, 6/20), Manono (29%, 4/14), Kiyambi (25%, 4/16)

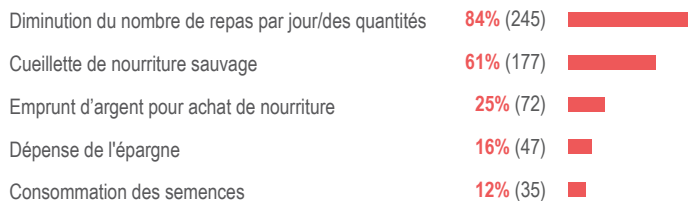
Ces raisons reflètent les raisons citées du manque de nourriture dans la province, avec le manque de moyens de subsistance en première place, rappelant ainsi que les facteurs structurels déterminent en grande partie la situation de la sécurité alimentaire de la province. **Ankoro, Manono et Kiyambi étaient les trois premières ZS où les IC avaient cité la destruction des champs par des insectes/pestes/maladies/animaux comme barrière principale à l'agriculture ainsi que les trois premières ZS où les IC avaient cité cette raison pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture.** En effet, le Tanganyika connaît régulièrement des invasions de chenilles légionnaires d'automne³⁸. Des effets mutuels entre facteurs structurels et conjoncturels restaient toutefois probables, les catastrophes naturelles et les conflits ponctuels ayant habituellement un effet négatif important sur la disponibilité et l'accès aux moyens de subsistance pour la population dans la région.

L'agriculture au Tanganyika est une activité demandant une main d'œuvre importante, possiblement au-delà du cercle familial, puisqu'elle est majoritairement manuelle avec peu d'intrants modernes (tracteurs, moissonneuses, etc.)³⁹. Or, l'agriculture reste essentiellement de subsistance et est pratiquée au sein du ménage, ce qui peut expliquer le manque de main d'œuvre rapporté. Pour les ménages dont le revenu permet l'usage d'intrants plus modernes, il se peut que les IC aient rapporté un manque de main d'œuvre qualifié spécifiquement pour l'usage de machines agricoles.

Ces réponses rapportées corroborent les résultats d'un rapport sur l'évolution de la production globale de maïs au Tanganyika entre 1980 et 2016, première culture de la province, selon lequel la baisse drastique et linéaire de sa production pourrait être attribuée en partie aux difficultés d'obtentions de crédits par les agriculteurs ainsi qu'un exode professionnel de secteur rural vers le secteur minier⁴⁰. Cela pourrait également expliquer le manque de main d'œuvre rapporté par les IC dans le secteur agricole.

Les stratégies d'adaptation

Stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par une partie de la population pour combler un manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre⁴¹ :



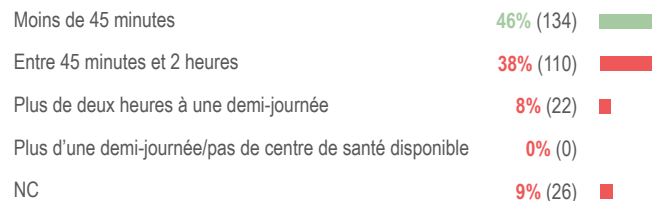
Des mesures d'adaptation ne sont pas nécessairement nuisibles si elles sont renversables et ne causent pas de dommages durables. A l'inverse, **des mesures plus radicales peuvent dégrader de façon permanente la sécurité alimentaire future, tout comme la diminution du nombre de repas et/ou des quantités de nourriture par jour, qui serait la première stratégie adoptée par les ménages** selon les IC dans 84% des localités évaluées en décembre, contre 85% en novembre et 69% en octobre. La diminution du nombre de repas par jour, une stratégie généralisée au niveau des ZS, pourrait conduire à de la sous-nutrition et de la malnutrition, elles-mêmes pouvant mener, entre-autres, à une diminution de la capacité physique⁴². Ceci est particulièrement problématique si les moyens de subsistance des ménages dépendent de travaux physiques tels que l'agriculture comme c'est le cas au Tanganyika.

La cueillette de nourriture sauvage est la deuxième stratégie la plus citée par les IC dans 61% des localités évaluées en décembre, en particulier à Ankoro (85%, 17/20) et à Mbulula (80%, 24/30). L'emprunt d'argent, qui pourrait résulter en un endettement sévère et diminuer la capacité à faire face à des chocs dans le futur, est également une stratégie négative. Cette stratégie d'adaptation a été rapportée dans 25% des localités évaluées en décembre, une baisse par rapport à novembre (41%) et octobre (40%). La dépense de l'épargne, qui fut rapporté par les IC dans 16% des localités, risque de rendre le ménage vulnérable à des chocs futurs. La consommation des semences peut également être néfaste au vu du fait qu'elle aggrave le manque de moyens de subsistance, principale raison citée du manque de nourriture dans la province. Cette stratégie a particulièrement été citée à Manono (29%, 4/14), Mbulula (23%, 7/30) et Nyemba (23%, 8/35).

🏥 Santé et nutrition

Accès aux structures de santé

La situation en matière de santé dans la province du Tanganyika était caractérisée par un bon accès physique à des structures de santé, avec 84% des localités évaluées où la population avait accès à une structure de santé fonctionnelle à moins de 2 heures de marche⁴³. Dans la totalité des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population se rendait dans une structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.) pour obtenir des soins. Néanmoins, dans 46% des localités, les IC ont rapporté qu'il fallait plus de 45 minutes pour se rendre à la structure de santé la plus proche. En décembre, les ZS avec le plus haut taux de localités où les IC ont rapporté que la structure de santé fonctionnelle la plus proche était à plus de 45 minutes à pied étaient Nyemba (63%, 22/35), Nyunzu (61%, 20/33) et Kalemie (56%, 9/16). La distance physique fut également rapportée comme limite à l'accès aux soins dans 12% de localités en décembre, et notamment à Kabalo (23%, 5/22), Nyunzu (21%, 7/33) et Nyemba (17%, 6/35).



Principales barrières d'accès aux soins de santé

L'accès était cependant limité par le manque de médicaments (93% des localités évaluées), le manque de moyens pour payer ces soins (88%) et le manque d'équipement médical (18%), sans évolution notable par rapport à novembre et octobre ou de différence marquante entre les différentes ZS, soulignant de nouveau le facteur structurel de la pauvreté dans les limitations d'accès aux services de base. Le manque de médicaments a été cité par les IC dans 93% des localités évaluées en décembre, un résultat similaire au mois d'octobre (89%) mais en hausse par rapport au mois de septembre (71%, 242/339). Une telle augmentation pouvait possiblement être liée aux effets prolongés des mesures de lutte contre la COVID-19 telles que les restrictions de mouvements et la fermeture des frontières internationales.

Principaux problèmes de santé

3 principaux problèmes de santé de la population au cours du mois précédent selon les IC, en % de localités évaluées en décembre :

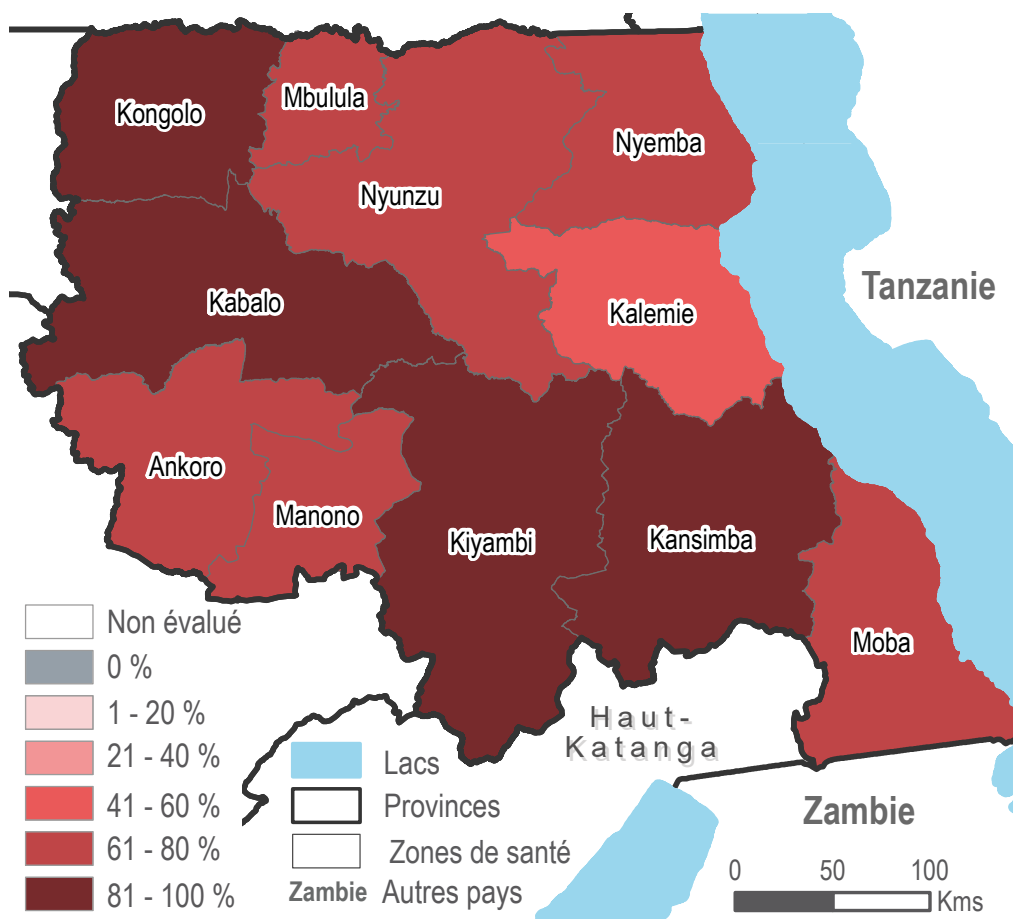


Au cours de cette période trimestrielle, la principale préoccupation de santé rapportée par les IC était le paludisme. Ceci a été rapporté dans 74% des localités enquêtées en décembre, contre 65% en novembre et 62% en octobre. Le paludisme était également la principale cause de l'augmentation des décès (90%, 40/50). La légère tendance à la hausse de ces deux indicateurs pourrait s'expliquer par la saison des pluies, de septembre à mai. En effet, la transmission du paludisme est saisonnière avec un pic pendant ou juste après la saison des pluies. **En revanche, malgré le fait que le paludisme soit perçu comme étant le principal problème de santé, sa prévalence ressentie par les IC ne paraissait pas être liée à un manque de disponibilité de moustiquaires⁴⁴.** Ceci pourrait indiquer que les moustiquaires sont trop chères ou que les populations ne sont pas suffisamment sensibilisées à l'usage de la moustiquaire comme mesure préventive.

La diarrhée/le choléra était le principal problème de santé dans 3% des localités évaluées en décembre, sans changement notable depuis octobre. Selon OCHA, la province du Tanganyika « constitue l'un des foyers endémiques du choléra, point de départ des épidémies qui touchent toute la sous-région du Sud-est »⁴⁵.

Malgré ces problèmes, la santé n'était pas identifiée comme premier besoin humanitaire de la majorité de la population des localités évaluées au Tanganyika (cf. section « Redevabilité et communication »).

Dans 74% (216) des localités évaluées, les IC ont rapporté que le principal problème de santé de la population était le paludisme au cours du mois de décembre. - % par ZS :



Eau, hygiène et assainissement

Si la nourriture était le premier besoin alimentaire dans la grande majorité des localités enquêtées au Tanganyika durant cette période trimestrielle, l'eau, l'hygiène et l'assainissement étaient généralement le deuxième besoin prioritaire, rapportée dans 24% des localités enquêtées en décembre, et notamment à Kabalo (41%, 9/22).

Accès à l'eau

L'accès à de l'eau potable était limité pour une partie non-négligeable de la population au Tanganyika. En décembre, la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface dans 46% des localités enquêtées selon les IC, sans changement notable depuis octobre. L'eau de surface a été rapportée comme la seule source

d'eau accessible à la majorité de la population dans 64% (14/22) des localités enquêtées à Kabalo, 61% (21/33) des localités à Nyunzu et 56% (9/16) à Kiyambi.

% des localités évaluées par type de source d'eau rapportée par les IC pour la majorité de la population au cours du mois précédent la collecte de données de décembre - TOP3 des ZS:

	Eau de surface 46%	Source non-améliorée 15%	Source améliorée 24%
1	Nyunzu 64% (21/33)	Manono 50% (7/14)	Manono 36% (5/14)
2	Kabalo 64% (14/22)	Kongolo 20% (9/44)	Kansimba 32% (9/28)
3	Kiyambi 56% (9/16)	Mbulula 20% (6/30)	Nyunzu 30% (10/33)

En décembre, le temps d'accès (atteindre, attendre, et revenir) à la source d'eau pour tout usage était de moins de 45 minutes pour la majorité de la population dans 46% des localités enquêtées, sans changement notable depuis octobre. **Selon les IC, le premier problème limitant l'accès à l'eau durant cette période trimestrielle était systématiquement le manque de récipients**, rapporté dans 74% des localités enquêtées en décembre. Le deuxième problème était que l'eau était considérée comme impropre à la consommation (selon les IC dans 59% des localités évaluées en décembre, un résultat stable depuis octobre). Ceci pourrait possiblement s'expliquer par un ruissellement accru d'eau avec le début de la saison des pluies qui peut déplacer des contaminants accumulés durant la saison sèche⁴⁶.

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre:

Manque de récipients pour stocker l'eau	74% (217)	
Eau considérée comme impropre	59% (171)	
Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	42% (123)	

Hygiène et assainissement

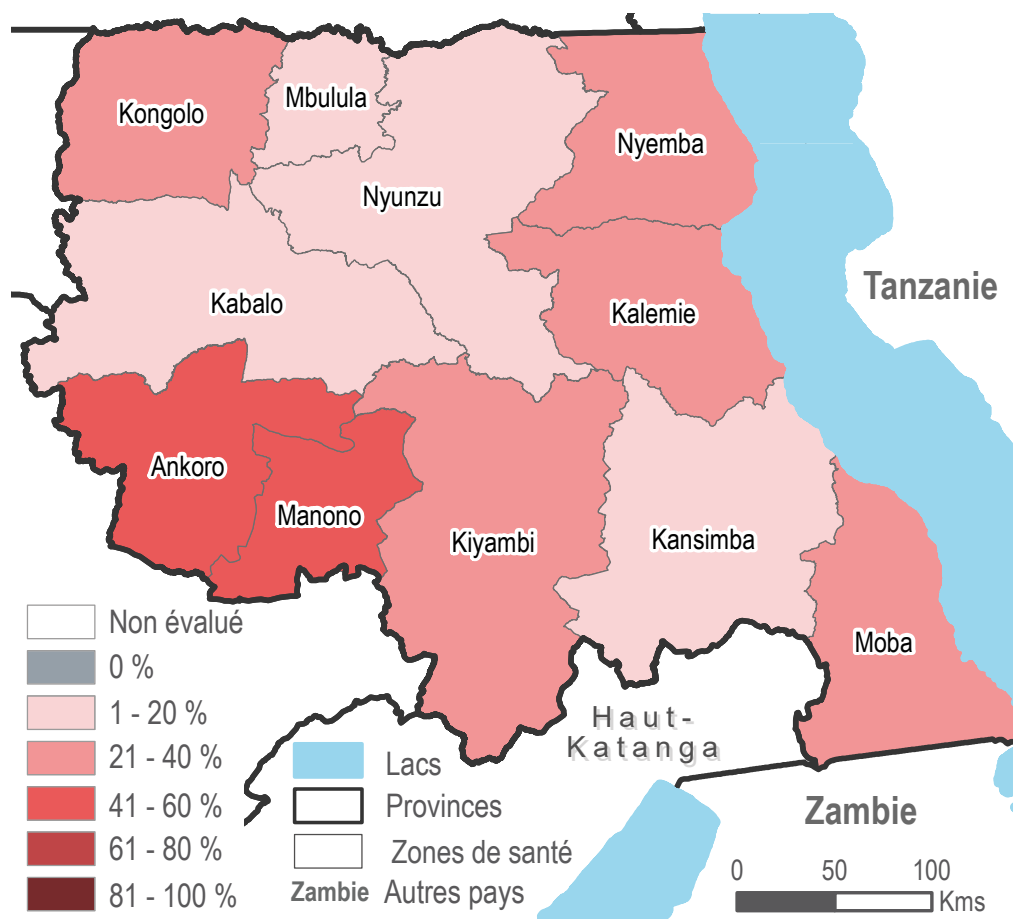
En décembre, la majorité de la population n'utilisait pas de latrines dans seulement 1% des localités enquêtées, selon les IC au Tanganyika, une constante depuis le mois de novembre et d'octobre. Bien que le lavage des mains avec de l'eau et du savon soit la méthode la plus efficace pour prévenir les maladies infectieuses et empêcher la transmission des bactéries et de certains virus, ce n'était la méthode la plus utilisée que dans 3% des localités enquêtées en décembre, selon les IC. Entre octobre et décembre, la méthode la plus utilisée pour le lavage des mains était l'eau seule (69%) ou de l'eau avec de la cendre⁴⁷ (8%). **Le savon comme bien non-alimentaire essentiel ne fut indiqué comme indisponible dans presque aucune localité évaluée par les IC**, sans changement notable depuis octobre. La raison expliquant le manque de recours au savon pour se laver les mains pourrait donc plutôt être liée à un manque de sensibilisation et/ou de moyens financiers.

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

La petite saison des pluies au Tanganyika (de septembre à décembre) aurait causé des dégâts au niveau des habitations des localités évaluées. Dans 25% des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. **En décembre, les IC dans 89% (75/73) des localités évaluées où des abris avaient été détruits ont rapporté que la raison principale était les**

intempéries, une forte augmentation par rapport à novembre (70%, 42/60) et octobre (47%, 36/76). Les trois ZS avec le plus haut taux de localités où la destruction d'abris était citée par les IC étaient Ankoro (50%, 10/20), Manono (43%, 6/14) et Moba (32%, 11/34).

Dans 25% des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :



En décembre, le principal type d'abri de la majorité de la communauté non déplacée selon les IC était des **maisons en matériaux relativement durables** (dans 76% des localités enquêtées, 208/275), suivi des abris d'urgence (20%, 54/275), des tendances généralisées durant cette période trimestrielle et sans différences notables entre les ZS. Sont considérés des abris d'urgence les abris construits en matériaux non-durables tels que la paille, la terre, les bâches, etc. qui ne résistent pas bien aux intempéries. Ces abris peuvent ne pas fournir de protection adéquate, que ce soit en matière de sécurité personnelle ou contre les aléas climatiques, augmentant ainsi la

vulnérabilité de ces populations⁴⁸. Pour la population PDI et retournée, le principal type d'abri était l'abri d'urgence selon les IC, rapporté dans 91% (209/230) des localités enquêtées en décembre, sans changement notable depuis octobre. Les IC ont notamment rapporté cela dans l'ensemble des localités enquêtées à Mbulula (26/26), Kiyambi (15/15) et Kabalo (15/15) en décembre.

L'article ménager essentiel (AME) le plus couramment indiqué comme indisponible au cours des trois mois était les **casserolles**, cela dans 81% des localités enquêtées en décembre, une augmentation constante depuis octobre (64%). En décembre, les vêtements étaient le deuxième type d'articles indisponibles le plus cité par les IC (41% des localités enquêtées).

Education

Au cours du quatrième trimestre, le gouvernement de la RDC a levé la fermeture des écoles officielles, qui était une conséquence de la lutte contre la COVID-19. Les écoles ont rouvert le 12 octobre⁴⁹, avant de se voir de nouveau fermer pour les mêmes raisons, le 18 décembre⁵⁰, date du début des vacances scolaires. Une grande partie des IC enseignants interrogés (90%) en octobre ont confirmé la reprise effective de l'enseignement dans les écoles, contre 100% en décembre.

Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 68% des localités couvertes en décembre, contre 48% pour les écoles secondaires, sans variation notable sur la période. Les raisons données par les IC expliquant l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche de la localité renvoient majoritairement à des dommages causés par une catastrophe naturelle, largement rapportés en décembre (47%, 44/93), concordant avec la saison des pluies et coïncidant avec les zones où des habitations ont été rapportées comme endommagées par les intempéries. Les ZS au sein desquelles les IC ont indiqué le plus souvent que des écoles primaires avaient été endommagées suite à une catastrophe naturelle sont Kabalo (100% des localités évaluées, 8/8), Ankoro (89%, 7/8) et Kongolo (74%, 8/12).

A la suite de la réouverture des écoles en octobre, plus de six mois après leur fermeture, la fréquentation scolaire n'avait pas aussitôt retrouvé ses niveaux d'antan. En octobre, près de la moitié (61%, 46/76) des enseignants ont rapporté une fréquentation scolaire équivalente à mars, contre 56% (47/84) des enseignants consultés deux mois plus tard. Pour le primaire, la majorité des enseignants voyaient la baisse de la fréquentation particulièrement chez les filles de 6 à 11 ans (79%, 22/28). La raison de cette baisse de fréquentation relative par rapport à la période avant la fermeture des écoles était majoritairement attribuée au manque de moyens financiers suite aux mesures anti-COVID-19 (82%, 18/22).

Dans 55% des localités évaluées en décembre, un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%) des garçons âgés entre 6 et 11 ans fréquentaient les bancs de l'école, cette proportion de localités était moins importante pour les filles (23%). De manière générale, bien que la raison expliquant la non-fréquentation des garçons et des filles étaient le manque de moyens financiers, la basse fréquentation rapportée des filles souligne que les filles rencontraient davantage d'obstacles que leurs pairs dans l'accès à l'éducation.

Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, **toutes les écoles et les enseignants ne sont pas encore mécanisés**⁵¹. La rémunération des enseignants revient donc parfois aux parents, qui doivent s'affranchir de frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants. Ceci pourrait expliquer que 19% (16/84) des IC enseignants aient rapporté que leur établissement demandait encore des paiements de frais scolaires.

La réouverture des écoles a été accompagnée de la prise de mesures de protection contre la COVID-19 selon 80% (67/84) des IC enseignants consultés en décembre, sans variation notable sur la période. Ces mesures regroupent le lavage des mains (91%, 61/67), le port du masque (63%, 42/67) et la mise en vigueur de mesure de distanciation (27%, 18/67). La limitation du nombre d'élèves n'était que très peu imposée (7%, 5/67).

Protection

Sentiment d'insécurité

En décembre, la majorité de la population se sentait en sécurité la plupart du temps dans 99%⁵² des localités évaluées selon les IC, sans changement notable depuis octobre. Ce résultat concorde avec le fait que pour toutes les catégories d'âge et de genre, et durant toute la période d'octobre à décembre, les IC ont rapporté le plus fréquemment que la population n'avait pas de source spécifique d'inquiétude. Néanmoins, **les violences intercommunautaires ont tout de même été rapportées comme source d'inquiétude pour toutes les catégories d'âge et de genre en décembre selon les IC dans 4% à 12% des localités enquêtées** (selon les catégories).

De plus, **la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée par les IC dans une portion importante de localités enquêtées : 58% des localités évaluées en décembre** – principalement à Nyunzu, Moba et Mbulula⁵³ –, une légère baisse depuis octobre (70%) mais une tendance tout de même visible dans toutes les ZS. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), les enfants victimes des « forces et groupes armés » en RDC se trouvent majoritairement dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri, du Sud-Kivu, du Tanganyika et de la région du Kasai⁵⁴. Les mineurs non-accompagnés sont d'autant plus vulnérables à un recrutement forcé par les groupes armés⁵⁵.

Redevabilité et communication

Principal 1er, 2ème et 3ème besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre:

1	2	3
Nourriture 87%	NC 27% Eau, hygiène, assainissement 24%	NC 24% Santé 21%

Les principaux besoins prioritaires rapportés par les IC sont restés stables durant la période couverte, avec la nourriture nettement en première place, indiquant que le manque d'accès à la nourriture restait très généralisé.

En décembre, la radio était la principale source d'information et la source d'information préférée de la majorité de la population dans respectivement 45% et 54% des localités évaluées au Tanganyika selon les IC, sans changement notable depuis octobre. Dans les ZS où la radio n'était pas rapportée comme étant la source d'information préférée, celle-ci était l'appel téléphonique (Kiyambi, Nyemba, Kabalo et Moba). La famille et les amis étaient le premier pourvoyeur d'information dans 60% des localités évaluées en décembre, sans changement notable depuis octobre. L'information sur l'accès à l'assistance humanitaire était l'information rapportée comme la plus pertinente pour la population dans 86% des localités évaluées au Tanganyika, une hausse par rapport à octobre (67%).

Notes de fin

- 1 Afin de limiter les risques liés au COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considérera que les risques peuvent être limités de façon acceptable.
- 2 Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017) et de la [base de donnée GRID3](#) (Geo referenced infrastructure and demographic data for development project). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.
- 3 Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.
- 4 Les ZS comparables entre octobre, novembre et décembre au Tanganyika sont les ZS de Nyunzu et de Kongolo. Sont comparables entre novembre et décembre les ZS de Nyunzu, Nyemba et Kongolo.
- 5 Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.
- 6 L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.
- 7 [La norme du Ministère de la santé de la RDC](#) indique que « les services de santé doivent être plus proches de la population qu'ils sont appelés à prendre en charge (distance inférieure ou égale à 5 km pour les services curatifs de premier échelon) ». Si l'on considère que parcourir 5km prend 1 heure à pied, on peut raisonnablement considérer que moins de 2 heures pour se rendre à une structure de santé est un accès relativement bon, malgré un temps quelque peu supérieur à la norme.
- 8 L'eau de surface comprend les rivières, barrages, lacs, mares, ruisseaux, canaux, et systèmes d'irrigation. Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. Source : [JMP](#).
- 9 Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : [JMP](#).
- 10 [FEWS Net](#), RDC Mise à jour sur la sécurité alimentaire, août 2020.
- 11 UNHCR/INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection au Tanganyika et au Haut Katanga – [octobre](#), novembre, [décembre](#) 2020.
- 12 Manono (86%, 12/14), Ankoro (85%, 17/20), Kiyambi (81%, 13/16), et Mbulula (80%, 24/30).
- 13 [OCHA](#), Situation humanitaire dans le territoire de Nyunzu - 8 octobre 2020.

- 14 [UNHCR](#), Synthèse des incidents sécuritaires au Tanganyika en 2020.
- 15 [RTBF](#), Conflit entre la RDC et la Zambie : des pourparlers débutent sur la limitation des frontières, 11 août 2020.
- 16 [Electionnet](#), Le gouvernement annonce le retrait effectif des troupes Zambiennes du territoire congolais.
- 17 UNHCR/INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection au Tanganyika et au Haut Katanga – novembre, [décembre](#) 2020.
- 18 UNHCR/INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection au Tanganyika et au Haut Katanga – novembre, [décembre](#) 2020.
- 19 UNHCR/INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection au Tanganyika et au Haut Katanga – [décembre](#) 2020.
- 20 [OIM](#), Evaluation rapide – Suivi des urgences (ETT), République Démocratique du Congo. Dashboard n°28. Période : 25 oct. – 29 nov. 2020.
- 21 UNHCR/INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection au Tanganyika et au Haut Katanga – novembre, [décembre](#) 2020.
- 22 [IPC](#), Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë pour juillet 2020 à juin 2021.
- 23 [PAM](#), Rapport sur l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les provinces du Tanganyika et du Haut-Katanga (Pwet, Mitwaba) - RDC, p.10 , août 2020.
- 24 [Konrad Adenauer Stiftung](#), Crises alimentaires et mesures d'atténuation en RDC, p.27.
- 25 La soudure est la période de l'année précédant les grandes récoltes et où les grains de la récolte précédente peuvent venir à manquer. Il y a alors souvent une pénurie et augmentation des prix.
- 26 Les récoltes vertes, selon les IC au Tanganyika, sont les récoltes des jeunes pousses et des récoltes prêtes prématurément avant la grande récolte de janvier.
- 27 [FEWS Net](#), Perspective sur la sécurité alimentaire. Juin 2020 à Janvier 2021.
- 28 [Consolidated Report on the Livelihood Zones of the Democratic Republic of Congo](#), December 2016.
- 29 Est considéré comme accessible un marché à distance réalisable et praticable à pied.
- 30 [Consolidated Report on the Livelihood Zones of the Democratic Republic of Congo](#), December 2016.
- 31 Nyunzu : 24%, 8/33.
- 32 Ankoro : 30%, 6/20.
- 33 Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.
- 34 [FEWS Net](#), Bulletin des Prix en RDC, janvier 2021.
- 35 [Programme alimentaire mondial \(PAM\)](#), Global Information and Early Warning System Country Brief - RDC - septembre 2020.
- 36 [FEWS Net](#), Country Brief DRC, mars 2021.
- 37 [Consolidated Report on the Livelihood Zones of the Democratic Republic of Congo](#), December 2016.
- 38 [Konrad Adenauer Stiftung](#), Crises alimentaires et mesures d'atténuation en RDC, p.28.
- 39 [Consolidated Report on the Livelihood Zones of the Democratic Republic of Congo](#), December 2016.
- 40 [Konrad Adenauer Stiftung](#), Les filières agricoles en RDC : maïs, riz, bananes plantains et pêche, p.167.
- 41 Les IC avaient le choix entre plusieurs réponses.
- 42 [UNICEF](#), La malnutrition : causes, conséquences et solutions.
- 43 [La norme du Ministère de la santé de la RDC](#) indique que « les services de santé doivent être plus proches de la population qu'ils sont appelés à prendre en charge (distance inférieure ou égale à 5 km pour les services curatifs de premier échelon) ». Si l'on considère que parcourir 5km prend 1 heure à pied, on peut raisonnablement considérer que moins de 2 heures pour se rendre à une structure de santé est un accès relativement bon, malgré un temps quelque peu supérieur à la norme.
- 44 La moustiquaire ne fut rapportée comme article ménager essentiel (AME) indisponible dans seulement 20% des localités enquêtées en décembre.
- 45 [OCHA](#), RD Congo - Tanganyika : Quand l'eau potable devient un produit de luxe.
- 46 [Action Progressive pour l'Énergie et la Gestion de l'Environnement](#), Impact des variations saisonnières sur la santé publique à Kinshasa.
- 47 Les [directives actuelles de l'OMS](#) sont d'utiliser des cendres pour se laver les mains lorsqu'il n'y a pas de savon disponible.
- 48 SPHERE, Chapitre 4: Normes minimales dans les secteurs des abris, des établissements humains et des articles non alimentaires, p.246.
- 49 [UNICEF](#), Rentrée scolaire 2020-2021. L'UNICEF en faveur d'un retour des enfants à l'école dans un environnement sûr et protecteur. 12 octobre 2020.
- 50 [RFI](#), L'UNICEF plaide pour la réouverture des écoles en RDC. 15 janvier 2021.
- 51 « Les enseignants dits mécanisés sont répertoriés dans les fichiers du SECOPE et donc payés par le Gouvernement de la RDC » Source : [Poncelet, Marc, Géraldine André, et Tom de Herdt](#). « La survie de l'école primaire congolaise (RDC) : héritage colonial, hybridité et résilience [*] », Autrepap, vol. 54, no. 2, 2010, pp. 23-41.
- 52 Ce chiffre pourrait être dû à la nature de nos enquêtes (par téléphone) et à une réticence à exprimer un sentiment d'insécurité à une personne inconnue.
- 53 En décembre : Nyunzu (73%, 24/33), Moba (71%, 24/34), Mbulula (70%, 21/30).
- 54 [OCHA](#), Aperçu des besoins humanitaire - RDC, 2021.
- 55 [Assemblée générale des Nations Unies](#), Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires, p.20